



La responsabilité de chacun dans la lutte contre la destruction du Brésil

Moi + Un + Un + Un +

Par [Eliane Brum](#)

Mondialisation.ca, 24 mai 2019

[El País Brasil](#) 15 mai 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Histoire, société et culture](#)

J'ai appris du poète Elio Alves da Silva. Il était pêcheur, mais l'hydroélectrique de Belo Monte lui a volé son fleuve. Comment un pêcheur pêche-t-il sans fleuve ? Nous pourrions étendre la question. Comment l'étudiant fait-il des recherches sans bourse ? Comment l'enseignant enseigne-t-il sans conditions de travail ? Comment l'université se maintient-elle sans ressources ? Comment vit au quotidien un travailleur sans perspectives d'avenir dans un projet social qui punit les plus pauvres ? Comment les peuples de la forêt protègent-ils l'Amazonie alors que le ministre contre l'Environnement en détruit le système de protection pour extirper des profits privés de terres publiques ? Comment la paix est-elle protégée lorsque l'anti-président du pays arme une partie de la population pour faire la guerre ? Comment sauver les plus faibles quand Jair Bolsonaro autorise le meurtre sans punition ? Comme les citoyens se défendent-ils quand le groupe au pouvoir stimule la haine et la division du pays comme stratégie ? Comment mangent les gens quand le ministère de l'Agriculture est dirigé par la « muse du poison » et que le gouvernement libère littéralement près d'un nouveau pesticide par jour qui va empoisonner notre corps et celui de nos enfants ? Comment les Brésiliens vivent-ils face au défi de la crise climatique alors que le gouvernement, pour justifier l'avancée de quelques-uns sur l'Amazonie de tous, nie la menace annoncée par les plus grands scientifiques du monde ? Comment les parents protègent-ils l'accès à l'éducation et à la culture lorsque les enfants de l'anti-président se comportent comme de « mauvais garçons » et diffusent de fausses informations d'une stupidité calculée ? Comment les plus pauvres peuvent-ils vivre sans la garantie d'une augmentation réelle du salaire minimum ? Comment ceux qui dépendent de la santé publique peuvent-ils rester en vie si le gouvernement ruine les politiques de santé publique ? Comment se débrouillent, pour ne pas mourir, ceux qui peuvent être victimes de tueurs excusés pour être « sous émotion forte », comme le propose le projet anti-crime qui est en faveur du crime ? Comment les Brésiliens défendent-ils le Brésil du groupe qui, en moins de cinq mois, a détruit les droits et les systèmes de protection édifiés depuis des décennies et auquel il reste encore 1326 jours ?

Elio, le pêcheur sans fleuve, m'a expliqué. « Moi, tout seul, je ne peux rien. Mais si je vais là-bas et que j'en appelle un autre, ce sera moi + un. Et ainsi, ce un en appelle + un. Et ce sera moi + un + un + ... » Et pour s'assurer qu'il avait été bien écouté : » Compris ? « .

Si vous ne comptez que pour un, vous ne comptez pas pour le gouvernement.

Plus tard, j'ai lu une conversation entre le sociologue polonais Zygmunt Bauman et le journaliste italien Ezio Mauro, publiée dans un livre. À un moment donné, ils parlent du

citoyen qui « ne compte que pour un ». Et donc qui ne compte pas. « Il ne comprend pas qu'au moment où sa liberté devient une affaire privée et qu'il commence à exercer ses droits uniquement en tant qu'individu, au moment où la liberté et les droits sont tous deux incapables (de construire) tout projet avec les autres, les deux deviennent insignifiants aux yeux du pouvoir, car ils ont perdu leur capacité à mettre en mouvement quoi que ce soit » dit Mauro. « L'État sait que je suis statistiquement présent, mais il sait aussi que je ne compte que pour un et que je n'ai pas la capacité de m'ajouter aux autres.

Le poète oral, puisqu'il est analphabète, et deux penseurs académiquement reconnus, pour avoir plusieurs livres publiés, sont arrivés à la même conclusion par des voies différentes. Ils ont utilisé la philosophie, cet exercice intellectuel qui semble tant menacer Jair Bolsonaro. Cela menace parce qu'elle traite des questions et ne peut exister qu'en toute honnêteté, menace parce qu'elle ne craint pas les réponses qui produisent de nouvelles questions, menace parce qu'elle poursuit les doutes et les aime parce qu'ils conduisent à de nouveaux horizons. La philosophie, que l'anti-président craint autant, et à laquelle, par crainte, veut mettre fin avec les sciences humaines, est merveilleuse, parce qu'elle nous fait grandir de l'intérieur. Parce qu'elle nous rend plus intelligents et attentifs, parce qu'elle nous apprend à comprendre ce que nous voyons. Et elle est à la portée de tous les hommes et de toutes les femmes de courage.

Comme Elio, comme Zygmunt. Et elle doit être dans les écoles et dans les universités, parce que c'est le fil qui tisse tous les autres domaines du savoir.

Excuses, mais il n'y a pas d'excuses. Il ne suffit pas de rester sur le canapé à tweeter ou à facebooker pendant que les droits sont éradiqués et que l'autoritarisme s'installe au Brésil. On ne peut pas externaliser lutte et positionnement dans la vie. Le problème est aussi le vôtre. Ce qui est en cours ne se termine pas dans quatre ans. Il a fallu des décennies pour construire ce qui est détruit aujourd'hui. Les conséquences sont rapides, certaines immédiates. Ils détruisent d'abord les plus faibles, ensuite (presque) tous. Et à moins que vous ne soyez d'accord avec ce que le président contre le Brésil fait en votre nom, c'est à vous d'être + un et d'en appeler + un.

Vous savez pourquoi ça dépend de vous ? C'est une philosophe qui l'explique, cette catégorie qui fait trembler de peur les « bolsocroyants ». Oui, ils ont un gourou qui se dit philosophe, mais il ne dit littéralement que des « conneries » et de « la merde ». Nous pouvons philosophiquement nous demander le pourquoi de cette obsession, mais nous avons des questions plus importantes en ce moment. L'Allemande Hannah Arendt a très bien décrit une question, également abordée par d'autres penseurs respectés, que l'on nomme la « responsabilité collective ». Elle explique que nous sommes collectivement responsables de ce qui est fait en notre nom. Dans le passé, mais on peut aussi le dire en ce qui concerne le présent.

Même si vous n'avez pas voté pour Jair Bolsonaro, il a été élu par le vote. Cela signifie que ce qu'il fait au pouvoir relève de la responsabilité de chacun. Cela signifie aussi que lorsqu'un dirigeant se comporte comme un despote, les citoyens doivent collectivement dire qu'ils n'acceptent pas ce qui est fait en leur nom. Cela fait autant partie de la démocratie que d'accepter les résultats des urnes. Et cela ne peut pas être externalisé. Si vous acceptez les avantages de vivre ensemble, vous devez aussi accepter la responsabilité de vivre ensemble.

Cela signifie que si l'on considère que les universités sont fondamentales pour un pays et pour former les générations futures, il faut prendre position contre le gouvernement qui s'en

prend aux universités, supprimant des crédits qui étaient déjà insuffisants car ils avaient précédemment été amputés, retirant les bourses aux étudiants et aux chercheurs. Si vous considérez que la protection de l'Amazonie et de l'environnement est obligatoire pour le présent et pour l'avenir, vous devez prendre position contre le gouvernement qui détruit la protection de l'environnement et veut ouvrir les terres protégées au soja, à l'élevage, à l'exploitation minière et aux grands travaux. Si vous considérez que tuer une autre personne en invoquant l'auto-défense pour être « sous émotion forte », c'est autoriser le meurtre et augmenter le nombre de morts, dans un pays où trop de gens sont déjà tués et où l'on meurt trop, vous devez prendre position contre ce projet en faveur du crime. Si vous considérez que le fait d'armer la population n'est pas une mesure rationnelle pour pacifier un pays, vous devez prendre position. Si vous considérez que cette réforme des retraites n'est pas la plus juste pour la population, vous devez également prendre position.

Avec les autres. Tout ce que les despotes craignent, c'est que nous soyons + un. Et tout ce qu'ils veulent, c'est que nous ne soyons qu'un. Le néolibéralisme a inculqué dans l'esprit des gens qu'être « un » c'est mieux. Vous êtes un, vous faites ce que vous voulez et que tous les autres aillent au diable. Telle est la rationalité qui anime l'action de Bolsonaro et de son groupe. Ce qui compte, c'est moi. Ça ne compte que pour moi. Ou tout ce qui compte, c'est moi et ma famille. Ou moi et mon groupe. Les autres, qu'ils aillent au diable.

Le néolibéralisme a aussi infusé dans les esprits que le fait d'être +1 est sans importance. Car être + un, c'est être ensemble avec l'autre, c'est être dans la communauté, c'est exercer la solidarité, c'est additionner pour être fort en conjuguant le collectif. Être + un, c'est être en relation avec l'autre. Alors qu'être un, c'est consommer sans limites, sans se soucier de la planète que nous habitons tous ; c'est épuiser le jour présent sans se soucier de demain. Être un est si abominable que l'on n'est pas capable de se soucier de l'avenir de ses propres enfants, car sa satisfaction perpétuelle en tant qu'individu est la seule qui compte. Être +1, c'est savoir que tous les autres comptent. Le « un » construit des frontières et des murs. Le + un casse les barrières pour atteindre la main de l'autre, mais il négocie des limites mutuelles car il sait qu'il ne peut et ne veut pas vivre seul.

J'ai déjà reproduit dans une chronique récente un extrait du livre de la Pussy Riot Nadya Tolokonnikova. Je le répète encore une fois, parce que c'est un diagnostic précis de notre situation et inspirant pour le moment que nous vivons : « (Ce qui s'est rompu) c'est l'idée que nous pouvions vivre confortablement sans nous salir les mains avec la politique, qu'un vote tous les quatre ans (ou pas de vote du tout : l'hypothèse selon laquelle on est au-dessus de la politique) était suffisant pour protéger nos propres libertés. Cette croyance – que les institutions sont là pour nous protéger et s'occuper de nous, et que nous n'avons pas à nous inquiéter de protéger ces institutions contre la corruption, les lobbyistes, les monopoles, le contrôle corporatif et gouvernemental sur nos données personnelles – s'est écroulée. Nous avons externalisé la lutte politique de la même manière que nous avons externalisé les emplois les moins bien payés et les guerres ».

Et nous y voilà. Comme l'est une partie croissante du monde gouvernée par les « despotes élus par le vote ».

J'ai écrit dans un passé récent que je croyais que les réseaux sociaux étaient aussi des rues. Des rues de bytes, comme je les appelais. Je réalise que j'avais tort. Les réseaux sociaux ne sont pas des rues. Pour être une rue, il faut un corps. Ce qui se passe sur les réseaux sociaux est important et façonne notre quotidien. Ce qui se passe sur les réseaux sociaux a de nombreux impacts sur la vie et sur la perception de la vie. Nous pouvons déjà monter

toute une bibliothèque de livres qui traitent de ce phénomène. Il est nécessaire d'examiner ce que sont les réseaux sociaux, dans leurs multiples significations. Autant que de savoir ce qu'ils ne sont pas. Et les réseaux sociaux ne sont pas des rues.

Ce qui se passe sur les réseaux sociaux a un effet sur le corps de chacun. Mais le corps de chacun n'est pas dans le réseau social. Sortir dans la rue, occuper la rue, l'impératif éthique du moment, n'est possible qu'avec la rencontre. La rue présuppose une vraie rencontre. Cela présuppose de prendre des risques avec l'autre. Cela suppose de vivre avec un corps incarné. Elle présuppose la négociation de conflits pour diviser l'espace public. La rue, c'est là où nous sommes avec nos fluides, coincés dans notre propre peau, portant nos fragilités devant l'autre sans aucun bouton à cliquer pour aimer ou pour haïr. C'est dans la rue que nous risquons de nous refléter dans le regard de l'autre et de nous reconnaître dans un corps qui n'est pas le nôtre. Nous reconnaitre dans l'humanité et aussi dans la différence.

L'urgence à « descendre dans la rue » pour protester contre la tyrannie annoncée par des actes de haine explicite, par des gestes de destruction, est aussi l'urgence à rompre avec la perversion d'une réalité sans corps, mais qui affecte les corps. Et pourquoi nous semble-t-il si difficile de « descendre dans la rue » alors même que nous avons tant de raisons d'occuper les rues ? De fait, avons-nous réellement abandonné le chemin historique de l'autoritarisme ?

Il y a plusieurs hypothèses et quelques raisons, dont l'une est la peur. La peur de la police qui, au lieu de protéger les corps, les détruit. La peur de la contagion, puisque l'autre s'est converti en ennemi. Mais la meilleure hypothèse que j'ai entendue ces derniers jours a été proposée par le journaliste Bruno Torturra, dans son « Bulletin de la fin du monde », le 9 mai. Il fait une analogie entre la libido sexuelle et la libido politique. Ce que nous faisons tous, en déversant notre révolte sur les réseaux sociaux, serait une sorte de masturbation. Il ne manque pas de matériel sur Internet pour exciter et déverser cette libido politique, tout comme il ne manque pas de matériel sur Internet pour libérer la libido sexuelle 24 heures par jour.

N'épuisez pas votre libido politique sur les réseaux sociaux, et n'épuisez pas non plus votre libido sexuelle dans la masturbation.

Pas de problème moral avec ça. Le fait est que la masturbation n'est pas un rapport sexuel. Nous ne sommes pas avec l'autre, avec le corps de l'autre. Nous ne sommes pas là par rapport à un autre, ni ne sommes pas là dans une relation avec un autre qui n'est pas nous. Sur les réseaux sociaux, même si nous sommes à l'intérieur d'un espace où plusieurs personnes parlent, vident leur sac, protestent, ce ne sont pas nos corps qui sont présents, mais nos avatars. En fin de compte, ce qui resterait serait une fatigue extrême de l'action sans action. Et, comme le suggère Torturra, le sentiment d'impuissance. Cette jouissance dans la masturbation favorise un soulagement momentané, mais pas la satisfaction (ni le risque) d'une relation avec un autre corps. Et, ainsi, nous ne bougeons pas. Nous restons en permanence occupés par notre indignation et en fin de journée nous sommes épuisés, sans qu'il n'y ait une seule vraie touche d'un + un.

Selon M. Torturra, le fait que la première manifestation de rue importante contre le gouvernement Bolsonaro soit venue des universités est révélateur. C'est dans l'espace des universités que les étudiants, mais aussi les professeurs et les employés, vivent avec leur corps, entre corps. Il y a un véritable partage, il y a des négociations, il y a un débat. Il y a des discussions. Et il y a surtout des relations. Et ainsi, il y a aussi du mouvement. C'est

aussi pour cette raison que Bolsonaro et son ministre contre l'Education ont décidé d'utiliser le pouvoir conféré par le vote pour détruire l'université et pervertir ainsi le pouvoir conféré par le vote en pervertissant la démocratie elle-même. Quel est le projet éducatif de cette anti-présidence ? Le même projet qui vise à transformer la forêt en pâturage, en culture de soja transgénique et en cratère minier. Le projet néolibéral. Le un.

Nous devons également résister à l'épuisement de la libido politique sur les réseaux sociaux. Ou, pour le dire autrement, il faut maintenir son désir palpitant afin de risquer la convivialité des rues. Il faut laisser son nombril et atteindre le vaste corps de l'autre. Il faut être ensemble. Ne cherchez pas d'excuses. Ça ne fait pas de mal de le répéter une fois de plus. Le positionnement et la lutte ne s'externalisent pas. Ce que vous ne faites pas ne sera pas fait par un autre. Votre absence se fera sentir. Vous manquerez dans la lutte contre la tyrannie qui a déjà commencé à s'installer au Brésil. Vous êtes + un, mais ce un + que vous êtes, ne peut être que vous. Dans le néolibéralisme qui nous gouverne, le un est toujours remplaçable. Dans un + un, chaque + un est irremplaçable et singulier. Mais il faut qu'un autre le reconnaisse, il faut le + qui marque la relation entre deux, entre plusieurs.

Comme le dit Elio, le poète né de la catastrophe : « Avec + un, l'histoire peut continuer ».

Photo en vedette : Antonio Lacerda EFE. Manifestation étudiante à Rio de Janeiro, le 6 mai dernier, contre les coupures annoncées par le gouvernement. Les élèves retournent dans la rue ce mercredi.

Texte original publié le 15 mai 2019 sur [El EU + UM + UM + UM+, A responsabilidade de cada um na luta contra a destruição do Brasil](#), El País Brasil, il est aussi disponible en espagnol.

Traduction Du Duffles pour [Autres Brésils](#)
Relecture Philippe Aldon

Eliane Brum est écrivain, journaliste et documentariste. Autrice des livres de non-fiction Coluna Prestes - o Averso da Lenda, A Vida Que Ninguém vê, O Olho da Rua, Averso da Lenda, A Vida Que Ninguém vê, O Olho da Rua, A Menina Quebrada, Meus Desacontecimentos, et des romans Uma Duas. Page web : [desacontecimentos.com](#). E-mail : elianebelum.coluna@gmail.com. Twitter : [@brumelianebelum](#) / Facebook : [@brumelianebelum](#).

La source originale de cet article est [El País Brasil](#)
Copyright © [Eliane Brum](#), [El País Brasil](#), 2019

Articles Par : [Eliane Brum](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca